



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 21 au 28 juin 2025

Ramaphosa limoge le vice-ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence Andrew Whitfield

Le président Ramaphosa a démis de ses fonctions Andrew Whitfield, membre du parti Democratic Alliance (DA), accentuant les tensions entre la DA et l'ANC au sein de la coalition gouvernementale.

Pour rappel, ces deux partis ont formé un gouvernement d'unité nationale à la suite des élections de 2024, mais des dissensions ont rapidement eu lieu concernant plusieurs réformes soutenues par l'ANC (Basic Education Laws Amendment Act, National Healthcare Insurance Bill, Expropriation Act...) ainsi que le projet de budget, dont la première mouture n'avait pas été votée par la DA.

Le cabinet du Président n'a pas explicité les raisons de ce limogeage, mais selon le chef de la DA, John Steenhuisen, elle serait due à un déplacement sans autorisation à l'étranger. Une délégation de la DA, dont faisait partie Andrew Whitfield, s'était en effet rendue aux Etats-Unis afin d'apaiser les tensions avec l'administration Trump. Selon la DA, le vice-ministre aurait sollicité une autorisation du Président pour participer à ce voyage sans toutefois avoir reçu de réponse.

Sommaire:

Afrique Australe

- L'Angola et le Mozambique parmi les pays bloquant les transferts des revenus locaux des compagnies aériennes étrangères (IATA)
- Africa Finance Corporation (AFC) obtient un financement de 250 M EUR de la part de l'Italie pour des projets d'infrastructures (Agence Ecofin)

Afrique du Sud

- L'économie a perdu 74 000 emplois au premier trimestre 2025 (StatsSA)
- Léger repli de l'excédent commercial et stabilité du déficit courant au T1 2025 (SARB)
- Le rebond de l'or renforce les réserves sud-africaines, relançant les spéculations sur une nouvelle mobilisation du GFECRA (SARB, Business Day)
- L'indice de confiance des consommateurs a rebondi au deuxième trimestre 2025 (FNB/BER)
- Hausse alarmante de la dette municipale : ménages et municipalités face à une crise de liquidité
- Le vice-président Mashatile s'est rendu en Russie pour promouvoir la coopération économique bilatérale (South African Government)
- Le Ministre de l'Electricité et de l'Energie Ramokgopa défend l'octroi des contrats de stockage par batteries d'Eskom à Mulilo (EngineeringNews)
- L'aéroport de Lanseria (Johannesburg) annonce un vaste plan de modernisation pour devenir un hub aérien régional (EngineeringNews)

Angola

- Luanda a accueilli la 17^{ème} édition du sommet économique Etats-Unis - Afrique
- La Chambre de Commerce France-Angola a été officiellement créée

Malawi

- Le Malawi et le groupe chinois Hunan Sunwalk signent un accord, dont les contours restent flous, pour développer le secteur minier (Agence Ecofin)

Namibie

- La Présidente de la Namibie Nanadi-Ndaitwah s'engage à favoriser les investissements étrangers (NamibianSun)

Zambie

- Ralentissement de l'inflation en juin 2025
- GoviEx lance une nouvelle phase d'exploration en Zambie pour renforcer le potentiel de son projet d'uranium (Agence Ecofin)

Afrique Australe

L'Angola et le Mozambique parmi les pays bloquant les transferts des revenus locaux des compagnies aériennes étrangères (IATA)

Selon un rapport de l'Association internationale du transport aérien (IATA), des fonds de près de 1,3 Md USD sont bloqués par les gouvernements de quinze pays, dont douze africains. Le podium est constitué du Mozambique (205 M USD), de l'Algérie (178 M USD) et de l'Angola (84 M USD). Ces revenus locaux proviennent de la vente de billets d'avion et d'autres activités locales. Malgré les conventions internationales le leur permettant, les transferts ne sont pas autorisés par les États en question. Les raisons de ces blocages sont diverses, le manque de devises étrangères étant la principale.

Africa Finance Corporation (AFC) obtient un financement de 250 M EUR de la part de l'Italie pour des projets d'infrastructures (Agence Ecofin)

L'AFC a annoncé le 20 juin avoir obtenu un financement de 250 M EUR de la part de l'institution financière italienne Cassa Depositi e Prestiti, spécialisée dans la coopération pour le développement. Ce prêt, garanti à hauteur de 80% par le groupe d'assurance à l'exportation italien SACE, devrait permettre à l'AFC de financer des projets d'infrastructures dans plusieurs pays d'Afrique australe, notamment à travers le corridor de Lobito. Le projet du corridor ferroviaire de Lobito devrait relier la Copperbelt zambienne au port de Lobito en Angola, en passant par la République Démocratique du Congo. Les lignes ferroviaires, dont seule la partie zambienne reste à construire, devraient permettre de transporter du cuivre, du cobalt et des produits agricoles et de consommation vers l'Atlantique.

En [Zambie](#), le ministre des Transports Frank Tayali a affiché son optimisme en espérant que les travaux pourraient démarrer fin 2026. Le Centre européen de gestion des politiques de développement a néanmoins alerté sur la viabilité commerciale de ce projet, mentionnant l'existence d'autres couloirs ainsi que la faible fréquentation du port de Lobito.

Afrique du Sud

L'économie a perdu 74 000 emplois au premier trimestre 2025 (StatsSA)

D'après la dernière publication de StatsSA relative au marché du travail, 74 000 emplois ont été détruits dans le secteur formel non-agricole au premier trimestre 2025 (-0,7% par rapport au trimestre précédent, pour un total de 10,58 millions d'emplois). Cette baisse touche principalement le secteur du commerce (52 000 emplois, soit -2,2%), les services communautaires (-17 000 emplois, -0,6%), et le secteur minier (-4 000 emplois, -0,9%). En revanche, le nombre d'emplois a enregistré une légère hausse dans le secteur manufacturier (+2 000 emplois, +0,2%), et est resté stable dans le secteur des transports.

La diminution du nombre d'emplois a proportionnellement davantage touché les emplois à temps partiel (-19 000 postes, soit -1,7%) que les emplois à temps plein (-55 000 postes, soit -0,6%).

Le salaire mensuel moyen des employés dans le secteur formel non-agricole a par ailleurs légèrement diminué (-0,1%) par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 28 289 ZAR (environ 1 480 EUR). Sur un an, 95 000 postes ont été détruits (-0,9% entre mars 2024 et mars 2025), tandis que le salaire moyen a en revanche augmenté de 5,6%, traduisant un regain modéré de pouvoir d'achat sur l'année pour les ménages.

Léger repli de l'excédent commercial et stabilité du déficit courant au T1 2025 (SARB)

Selon le dernier bulletin trimestriel de la Banque centrale sud-africaine (SARB), le compte courant est resté déficitaire au T1 2025, à -35,6 Mds ZAR (soit 0,5 % du PIB), en légère amélioration par rapport au déficit de -39,3 Mds ZAR enregistré au T4 2024.

Ce niveau, historiquement bas, demeure stable pour le deuxième trimestre consécutif après une phase de détérioration entre 2022 et mi-2024. Cette amélioration s'explique principalement par la réduction du déficit de la balance des services (-0,8 % du PIB, contre -0,9 %) et de

celle des revenus primaires (-2,0 %, contre -2,2 %), qui ont compensé le léger repli de l'excédent commercial, (-4 Mds ZAR, soit 3,0 % du PIB).

La progression des exportations (+5,1 %) a été soutenue par la hausse des volumes et des prix, notamment dans les secteurs manufacturier (véhicules, machines, agroalimentaire), agricole (fruits, en particulier raisins) et minier (fer, manganèse, pierres précieuses).

L'amélioration des capacités logistiques intérieures a contribué à ce dynamisme, malgré des perturbations ponctuelles liées aux inondations qui ont temporairement affecté la production de platinoïdes (PGMs).

Le rebond de l'or renforce les réserves sud-africaines, relançant les spéculations sur une nouvelle mobilisation du GFECRA (SARB, Business Day)

Dans son dernier Quarterly Bulletin publié le 26 juin, la Banque centrale sud-africaine (SARB) a mis en lumière la progression significative des réserves de change du pays, notamment sous l'effet de l'appréciation de l'or.

Depuis 2015, la valeur du stock d'or détenu par la SARB a plus que doublé malgré un volume d'or resté stable, atteignant 13,3 Mds USD au T1 2025, sur un total de 68,1 Mds USD de réserves. La hausse des prix a permis d'ajouter près de 7 Mds USD aux réserves au cours des cinq dernières années.

Dans ce contexte, les marchés s'interrogent sur la possibilité pour le Trésor de mobiliser de nouveaux gains non réalisés du *Gold and Foreign Exchange Contingency Reserve Account* (GFECRA), au-delà des 150 Mds ZAR déjà actés en février 2024 (dont 100 Mds ZAR versés en 2024/25, et 25 Mds ZAR devant être versés en 2025/26 et 2026/27).

L'accord conclu entre la SARB et le Trésor permet en effet des transferts annuels complémentaires si les profits du GFECRA continuent de croître, sous réserve que les fonds propres de la Banque restent suffisants pour absorber la volatilité des

marchés. Une nouvelle tranche de 25 Mds ZAR pourrait ainsi être annoncée lors de la présentation du budget de mi-parcours du mois d'octobre.

Par ailleurs, le bulletin signale un retournement des flux de capitaux au T1 2025, avec un afflux net de 36,9 Mds ZAR (soit 2 % du PIB), contre une sortie de 9,5 Mds ZAR au trimestre précédent, soutenu par des investissements directs étrangers et des entrées sur les actifs de réserve. Cette dynamique a contribué à la résilience du rand sur la période.

L'indice de confiance des consommateurs a rebondi au deuxième trimestre 2025 (FNB/BER)

L'indice de confiance des consommateurs FNB/BER, compris entre -100 et +100, est passé de -6 au quatrième trimestre 2024 à -20 au premier trimestre 2025, avant de remonter à -10 au deuxième trimestre.

Ce rebond partiel intervient après une chute marquée due à plusieurs chocs négatifs, dont la proposition avortée du ministre des Finances d'augmenter la TVA de deux points, des tensions entre l'ANC et son partenaire de coalition *Democratic Alliance* (DA), la brève intensification des délestages électriques, ainsi que la dégradation des relations diplomatiques entre l'Afrique du Sud et les États-Unis, aggravée par les annonces douanières controversées du président américain Donald Trump.

Bien que la confiance ait retrouvé son niveau du deuxième trimestre 2024 (-10), elle reste nettement inférieure aux valeurs plus favorables observées lors du second semestre 2024, témoignant d'un pessimisme persistant quant aux perspectives économiques et financières des ménages pour les douze prochains mois.

Hausse alarmante de la dette municipale : ménages et municipalités face à une crise de liquidité

Le dernier rapport du Trésor révèle une montée préoccupante de la dette envers les municipalités, qui atteint désormais 416,1 Mds ZAR au 31 mars 2025, en nette augmentation par rapport aux 347,6 Mds ZAR enregistrés un an plus tôt. Cette dette est principalement portée par les ménages, dont la dette vis-à-vis des municipalités atteint 299,5 Mds ZAR, soit 72 % du total, témoignant des difficultés croissantes des consommateurs à honorer leurs factures.

Parallèlement, les créances des municipalités envers leurs fournisseurs et autres créanciers ont également bondi, passant à 131,8 Mds ZAR, dont près de 85 % sont impayées depuis plus de 90 jours. Cette situation traduit des tensions financières aiguës et des contraintes de liquidité qui pèsent lourdement sur la capacité des municipalités à régler leurs dettes.

Le rapport souligne un taux de recouvrement nettement inférieur aux attentes, avec seulement 63,6 % des sommes facturées effectivement perçues, contre un objectif budgétaire de 85 %. Les grandes villes affichent un recouvrement particulièrement faible à 58,2 %, ce qui exacerbe la fragilité financière des collectivités territoriales.

Côté dépenses, les municipalités ont utilisé 64,9 % de leur budget ajusté, les salaires représentant plus d'un quart des dépenses opérationnelles. Concernant les subventions conditionnelles, seulement 55,9 % des fonds alloués ont été dépensés, affectés par des retards dans la planification et des dysfonctionnements dans la gestion des approvisionnements.

Face à ces constats, le Trésor insiste sur la nécessité d'améliorer la planification et la gestion financière au sein des municipalités, afin de garantir un meilleur usage des ressources et éviter une aggravation des retards dans la fourniture des services essentiels à la population.

Le vice-président Mashatile s'est rendu en Russie pour promouvoir la coopération économique bilatérale (South African Government)

Le 17 juin 2025, le vice-président sud-africain, accompagné de plusieurs ministres dont notamment celui du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, s'est rendu à Moscou et à Saint-Petersbourg pour une visite de travail visant à renforcer les échanges économiques et commerciaux entre l'Afrique du Sud et la Russie.

Les discussions ont porté sur le développement de la coopération politique et économique bilatérale, dans les domaines des investissements et du commerce, en particulier dans les secteurs des mines, de l'énergie, de l'agriculture, de la santé et de l'éducation.

Lors de son séjour, le vice-président a échangé avec le Président Vladimir Poutine ainsi que le Premier ministre russe Mikhaïl Michoustine. Il est intervenu au Forum économique international de Saint-Petersbourg, promouvant la place croissante de l'Afrique dans les échanges mondiaux. Il a également effectué une visite à l'Université d'Etat de Saint-Petersbourg où il a donné une conférence sur la présidence du G20 en Afrique du Sud.

Le Ministre de l'Electricité et de l'Energie Ramokgopa défend l'octroi des contrats de stockage par batteries d'Eskom à Mulilo (EngineeringNews)

Répondant à une question parlementaire, le Ministre sud-africain de l'Electricité et de l'Energie, Kgosientsho Ramokgopa, a défendu ce 26 juin la décision d'attribuer les contrats de stockages par batteries d'Eskom au producteur indépendant d'électricité (IPP) Mulilo.

Mulilo est un IPP sud-africain, qui a pris part aux trois phases d'appels d'offres pour des technologies de stockage énergétique par batteries (BESS). L'entreprise participe à 12 projets BESS sur 18 octroyés lors de ces différentes phases, dont 9 en tant que sponsor principal, pour une valeur totale de près de 700 M EUR.

Les partis politiques uMkhonto weSizwe (MK) et Economic Freedom Fighters (EFF) ont avancé que cette attribution était inappropriée car le nouveau président de Mulilo, Jan Oberholzer, était directeur des opérations d'Eskom deux mois seulement avant sa nomination.

Cependant, le ministre soutient que Mulilo a fourni une déclaration concernant le rôle du nouveau président, qu'Eskom n'est pas directement impliqué dans le processus de sélection des projets, qui est de la compétence de l'IPP Office, et qu'aucune instance juridique n'a établi de conflit d'intérêt.

L'aéroport de Lanseria (Johannesburg) annonce un vaste plan de modernisation pour devenir un hub aérien régional (EngineeringNews)

Lors du salon Aero South Africa 2025, le 25 juin, le directeur de l'aéroport international de Lanseria, Rampa Rammopo a annoncé le démarrage d'une phase de transformation et de modernisation majeure des infrastructures et des services de l'aéroport.

L'objectif de ce plan est de faire de l'aéroport un hub logistique régional. Situé dans la région du Gauteng, l'aéroport avait notamment développé des activités de fret aérien à la suite de la pandémie de Covid-19. Un nouveau système de location commerciale de terrains vacants devrait être mis en place, avec un premier contrat signé avec Bionic Aviation.

Le plan prévoit également la rénovation de hangars sur 5 ans, ainsi que la réhabilitation de la voie de circulation principale, la Taxiway Alpha, afin de prolonger sa durée de vie, qui devrait démarrer en 2026.

Enfin, un nouveau dépôt de carburant devrait être construit afin d'étendre la capacité de stockage de 1000m³ à 6000m³ pour faire face à la hausse du trafic aérien.

Angola

Luanda a accueilli la 17ème édition du sommet économique Etats-Unis - Afrique

La capitale angolaise a abrité du 22 au 25 juin la 17ème édition du Sommet économique Etats-Unis-Afrique, principal forum de coopération commerciale entre les États-Unis et le continent africain.

L'événement, coorganisé par le *Corporate Council on Africa* (CCA) et le gouvernement angolais, a réuni plus de 1500 participants, dont plusieurs chefs d'État (Botswana, Namibie, RDC notamment), ministres africains, membres du gouvernement américain et représentants du secteur privé. La représentation américaine était toutefois de faible niveau puisque le chef de délégation était le Directeur Afrique adjoint du Département d'État. Le Président Lourenço a lancé un appel au remplacement de la logique de l'aide par la logique de l'ambition et de l'investissement privé en pointant comme secteurs clés l'énergie renouvelable, l'agroalimentaire, les TIC et les infrastructures. Certains représentants congolais se sont inquiétés au sujet du fameux corridor de Lobito, qui servirait surtout les intérêts étrangers sans bénéfices tangibles pour les populations locales. Le représentant américain a quant à lui promis une négociation pour un renouvellement ou un remplacement de l'AGOA (*African Growth Opportunities Act*), loi américaine qui permet aux pays d'Afrique subsaharienne un accès libre au marché américain pour certains produits.

La tenue de ce sommet à Luanda s'inscrit dans un contexte de rapprochement stratégique entre l'Angola et les États-Unis, marqué par la visite historique de Joe Biden en décembre 2024. Le sommet coïncide également avec l'année du 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Angola et la présidence angolaise de l'Union africaine. Depuis 1997, le CCA a organisé ce sommet dans plusieurs villes américaines et pays africains, dont l'Afrique du Sud, le Maroc, le Mozambique et le Botswana.

La Chambre de Commerce France-Angola a été officiellement créée

A l'occasion de l'Assemblée générale de CCI France International, qui s'est tenue à son siège à Paris le 24 juin 2025, a été officialisée la création de la Chambre de Commerce France Angola (CCFA). La réunion a notamment rassemblé 67 directeurs de Chambres de commerce françaises bilatérales implantées à travers le monde. CCI France International a pour mission de regrouper et d'animer les quelque 120 chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger dans 95 pays. Dans la pratique, c'est le Club des Entrepreneurs France-Angola (CEFA), créé en 2019, qui s'est transformé en Chambre de Commerce France Angola, les adhérents du CEFA devenant de facto membres de la CCFA. Celle-ci aura des prérogatives plus étendues qu'un club d'affaires et bénéficiera de l'appui et des services de CCI France International et de son réseau. Enfin, la France gagne un nouvel organisme d'influence auprès des autorités angolaises.

Malawi

Le Malawi et le groupe chinois Hunan Sunwalk signent un accord, dont les contours restent flous, pour développer le secteur minier (Agence Ecofin)

Lors de la China-Africa Economic and Trade Expo à Changsha en Chine le 16 juin 2025, le ministère malawite des Mines et le groupe chinois Hunan Sunwalk ont signé un protocole d'accord concernant le secteur minier.

D'un montant annoncé de 7 Mds USD, l'accord prévoirait de l'extraction de titane, la construction d'une unité de transformation, des transferts technologiques ainsi que des investissements dans les infrastructures. Le district de Salima est envisagé comme site d'extraction.

Le Malawi Investment and Trade Center avait affirmé en avril que les réserves de titane du pays pouvaient représenter plusieurs milliards de dollars, pouvant faire du Malawi un des premiers fournisseurs mondiaux de ce métal utilisé notamment dans l'aéronautique et les peintures

industrielles. La transparence et les modalités d'engagements de Hunan Sunwalk interrogent alors que la répartition du montant et le type d'investissements n'ont pas été précisés. Le profil de la société est également surprenant : ses principales activités concernent plutôt le secteur des télécommunications, des infrastructures de fibre optique et de l'aménagement urbain.

Le secteur minier au Malawi ne représente actuellement qu'1% du PIB du pays, mais représente un potentiel de 30 Mds USD d'ici 2040, et pourrait atteindre 10% du PIB en 2063, selon la Banque Mondiale. En effet, le secteur connaît une recrudescence, grâce au projet d'extraction de graphite et de rutil, Kasiya, dans le district de Salima également, porté par l'entreprise australienne Sovereign Metals, ainsi que le projet de relance de la mine d'uranium Kayelekera de la société australienne Lotus Resources.

Namibie

La Présidente de la Namibie Nandi-Ndaitwah s'engage à favoriser les investissements étrangers (NamibianSun)

Lors du sommet d'affaires Etats-Unis – Afrique qui s'est tenu à Luanda en Angola, la Présidente namibienne Nandi-Ndaitwah a déclaré vouloir renforcer les investissements locaux et étrangers, notamment grâce à un projet de loi créant un cadre juridique favorable à leur promotion et leur facilitation. Ce projet, en discussion depuis plusieurs années, tarde à aboutir.

La Présidente a également annoncé la révision de la fiscalité des entreprises, avec une baisse du taux d'imposition sur les sociétés de 32% à 30% déjà en vigueur depuis le 1^{er} avril, et une réduction supplémentaire à 28% prévue en 2026. Des incitations fiscales sont également envisagées.

Le gouvernement de Namibie a restructuré ses institutions, en rattachant le secteur pétrolier et gazier directement sous la Présidence et le NIPDB (*Namibia Investment Promotion and Development Board*) au ministère des Relations internationales et

du commerce. Le gouvernement justifie ces décisions par une volonté de stimuler l'activité économique bien que la concentration du secteur des hydrocarbures au sein de la Présidence interroge sur la future gouvernance du secteur.

Zambie

Ralentissement de l'inflation en juin 2025

Selon les données publiées par l'agence statistique zambienne (Zamstats), l'inflation annuelle a ralenti à 14,1 % en juin 2025, après 15,3 % en mai, atteignant son niveau le plus bas depuis avril 2024.

Ce recul s'explique à la fois par la décélération de l'inflation des prix alimentaires (16,7 % contre 17,9 % en mai) et non alimentaires (10,3 % contre 11,6 %), dans un contexte d'appréciation marquée de la devise nationale. Le kwacha s'est apprécié de 13 % face au dollar américain au cours du mois de juin (23,54 ZMW pour 1 USD fin juin, contre 26,52 ZMW pour 1 USD début juin). L'augmentation des recettes d'exportation, soutenue par la hausse des cours du cuivre et le rebond de la production agricole, a contribué à ce renforcement. L'appréciation du kwacha a atténué les pressions sur les prix à l'importation, participant à la dynamique désinflationniste observée ce mois-ci.

Si cette tendance venait à se confirmer, la Banque centrale, qui a maintenu son taux directeur à 14,5 % en mai, pourrait disposer d'une certaine marge pour amorcer un cycle d'assouplissement dès le mois d'août. Pour rappel, l'inflation évolue au-dessus de la cible de la Banque centrale (6–8 %) depuis mai 2019, un retour dans la fourchette étant désormais anticipé à l'horizon 2027.

GoviEx lance une nouvelle phase d'exploration en Zambie pour renforcer le potentiel de son projet d'uranium (Agence Ecofin)

La société minière canadienne GoviEx a annoncé le 24 juin le lancement d'un programme d'exploration autour du projet Muntanga en Zambie, dont le lancement est envisagé pour 2028.

Lors de cette exploration, l'entreprise prévoit de forer 35 trous supplémentaires, représentant environ 3500 mètres, dans quatre zones jugées comme prioritaires : Dibbwi, Muntanga Est, Dibbwi Sud et Chisebuka.

La région de Muntanga hébergerait actuellement des réserves de 21,9 millions de livres d'uranium et des ressources mesurées de 40 millions de livres d'uranium. Le projet prévoit une production annuelle de 2,2 millions de livres d'uranium sur 12 ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr